

Perspectives de sécurité en Europe

par Robert W. Reford

Il est ironique de constater que de nombreux problèmes qui menaçaient la sécurité de l'Europe sont en voie de règlement au moment où la tenue d'une conférence sur la sécurité et la coopération en Europe semble assurée: on a négocié un accord sur Berlin; la République fédérale d'Allemagne (RFA) a ratifié des accords avec l'Union soviétique et la Pologne, acceptant dans le second cas la ligne Oder-Neisse comme limite occidentale de la Pologne; on a reconnu, en outre, que la réunification de l'Allemagne serait réalisable, bien que dans un avenir lointain; enfin, l'Allemagne de l'Ouest a amorcé le dialogue avec sa contrepartie, la République démocratique allemande (RDA).

On incline de plus en plus à reconnaître l'existence de la RDA (Allemagne de l'Est), même si cette république n'a pas encore obtenu la reconnaissance officielle des nations de l'Ouest. En ce qui concerne leurs relations fondamentales, les deux Allemagnes ont paraphé en décembre un traité qui marquait l'issue d'une gamme de négociations et il est à prévoir que les deux pays seront admis aux Nations Unies en 1973.

Les deux superpuissances, les États-Unis et l'Union soviétique, ont accepté certaines limitations au déploiement des

armes stratégiques. Bien que cela ne touche pas l'Europe directement, il en résulte un climat propice aux négociations surtout en ce qui concerne les Réductions mutuelles et équilibrées de forces (MBFR) sur le continent européen.

Ces questions politiques ne sont toutefois que l'envers de la médaille. On s'attend à ce que la prochaine Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) se penche sur tout un éventail de questions, y compris le commerce et l'économie, les échanges culturels et scientifiques et la coopération dans plusieurs domaines, notamment celui de la protection de l'environnement. Là encore des progrès ont été réalisés avant même qu'une conférence ne se réunisse. Le commerce entre l'Europe orientale et le reste du monde est en voie d'expansion. La coopération économique s'est développée à un point tel que des sociétés occidentales implantent des usines en URSS. Des groupes culturels se rendent visite et on échange des renseignements scientifiques à un rythme croissant. On constate même une diminution des obstacles à la liberté de circulation, que reflètent le progrès du tourisme et la délivrance de visas à un nombre restreint mais quand même important de Juifs soviétiques.

Dans ces circonstances, il y a lieu de se demander s'il est réellement nécessaire de tenir une conférence sur la sécurité en Europe, puisque tant de choses se passent sans le lustre d'une telle réunion. Servira-t-elle à d'autres fins que la propagande? Évoquera-t-elle un esprit d'Helsinki aussi illusoire que celui de Genève après la conférence au sommet de 1954, ou l'esprit de *Camp David* engendré par les entretiens de Khrouchtchev avec le président Eisenhower en 1959? Trente-quatre États réunis en conférence pourront-ils réaliser ce qu'ils ont été incapables d'accomplir de façon bilatérale ou en plus petits groupes?

Définition de la sécurité

Pour répondre au moins partiellement à ces questions, on n'a qu'à se demander:

M. Reford est directeur exécutif de l'Institut canadien des Affaires internationales. Auteur du livre Canada and Three Crises, M. Reford a été journaliste à la British United Press, commentateur au service international de Radio-Canada et éditorialiste de l'Ottawa Citizen. Correspondant à l'ONU, il collabora à plusieurs journaux avant de se joindre à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche à New York. Cet article fait partie d'une série d'études commanditée par le Comité des Neuf de l'Assemblée de l'Atlantique Nord au sujet des relations futures au sein de la Communauté atlantique.